



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 19 FÉVRIER 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 février 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 19 février 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Denis COLLET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Nathalie ROMANET,
Thomas GIRARD.

Afin de permettre l'exploitation d'une activité commerciale saisonnière de snacking de produits sucrés et salés, il est proposé d'attribuer à Messieurs GAUDILLAT père et fils, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public d'un emplacement situé sur l'Esplanade du lac en fond de parking côté RD 1084.

Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public est concédée à titre précaire et révocable sans indemnités de plein droit, et est non constitutif de droits réels au sens des articles L2122-6 à L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Elle est délivrée à compter du 15 mars 2024 et jusqu'au 30 septembre, éventuellement prolongeable d'un mois par avenant en cas de conditions météorologiques favorables à la continuité de l'exploitation. La redevance est fixée à 20 euros TTC/m2, payable en une fois à la date du 31/08/2024.

La surface exacte concernée sera mesurée de façon contradictoire à la date de prise d'effet de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A 16 VOIX POUR ET 1 ABSTENSION (B. BONNAMOUR) DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public au bénéfice de Messieurs GAUDILLAT père et fils, aux conditions ci-dessus détaillées.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante conformément à la convention type jointe en annexe à la présente délibération, ainsi que tout document s'y rattachant.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 22/02/2024

Reçu en préfecture le 22/02/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240219-DR202404-DE

Berger
Levrault

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Convention d'occupation temporaire du domaine public

Entre

La commune de NANTUA, représentée par son Maire, M.Jean-Pascal THOMASSET dûment habilité par une délibération du Conseil municipal en date du 19 février 2024, et rendue exécutoire le

Ci-après désigné « la Commune » ;

Et

Mme/M. A RENSEIGNER, domicilié(e) A RENSEIGNER ;

Gérant, dûment habilité ;

Ci-après désigné(e) « l'Occupant » ;

Il a été exposé ce qui suit

La Commune est propriétaire de l'esplanade du lac et des abords du lac, qui font partie du domaine public et qui sont affectés à l'usage du public notamment touristique.

L'Occupant a sollicité auprès de la Commune, qui l'a accepté, la mise à disposition de d'un emplacement sur **A RENSEIGNER**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de cette mise à disposition.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit

Article 1er – Nature du contrat

Le présent contrat emporte autorisation d'occupation d'une dépendance du domaine public.

Aussi l'attention de l'Occupant est attirée sur le fait :

- **Qu'il s'agit d'un contrat administratif et non d'un bail commercial.**
- **Que la présente convention revêt, conformément à l'article L.2122- 3 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), un caractère précaire et révocable.**
- **Que cela signifie que la Commune pourra la résilier de façon unilatérale pour un motif d'intérêt général, dans les conditions prévues à l'article 10.1.2 ci-dessous.**
- **Que l'Occupant ne bénéficiera d'aucun droit au renouvellement de la présente mise à disposition à son expiration.**



Article 2 – Mise à disposition

La Commune met par la présente convention à la disposition de l'Occupant les locaux désignés à l'article 3 ci-dessous.

Article 3 – Désignation

Les locaux mis à la disposition de l'Occupant sont situés **A RENSEIGNER**

Ils sont d'une surface de **A RENSEIGNER** m² et sont composés de :

- A RENSEIGNER ;

- A RENSEIGNER

Le plan annexé à la présente convention délimite les locaux mis à la disposition de l'Occupant (voir annexe 1).

Les équipements de ces emplacements, notamment les coffrets de branchements , qui sont également mis à la disposition de l'Occupant, sont listés en annexe à la présente convention (voir annexe 2)

Article 4 – Destination

Les locaux désignés à l'article 3 ci-dessus et qui sont mis à la disposition de l'Occupant devront être exclusivement utilisés pour des activités de **A RENSEIGNER**

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord préalable, express et écrit de la Commune, sous peine de résiliation de la présente convention aux torts de l'Occupant dans les conditions prévues à l'article 10.1.1 ci-dessous.

Article 5 – Durée

La mise à disposition est consentie du 15 mars 2024 au 30 septembre 2024.

Cette durée pourra éventuellement être prolongée d'un mois par avenant en cas de conditions météorologiques favorables à la continuité de l'exploitation , sur demande de l'Occupant .

Article 6 – Redevance

6.1. Montant de la redevance

La redevance est fixée à raison de 20 euros du m² (fond de l'Esplanade ou de 35 euros du m² Bords du lac) A **PRECISER**



6.2. Modalités de paiement de la redevance

Elle sera versée au plus tard le 15/08/2024 mois entre les mains ou par virement bancaire auprès de M. le Trésorier du Service de Gestion Comptable d'Oyonnax.

L'attention de l'Occupant est attirée sur le fait que la redevance sera due même s'il n'occupe pas effectivement l'emplacement attribué désigné à l'article 3 ci-dessus.

6.3. Révision du montant de la redevance : sans objet

6.4. Cautionnement : sans objet

Article 7 – Obligations des parties

Article 7.1 – Obligations de la Commune

La Commune s'engage :

- à mettre à disposition de l'Occupant un emplacement de **A RENSEIGNER** m2 situé **A RENSEIGNER** matérialisé par le plan joint en annexe 1
- à informer l'Occupant au préalable de tous les travaux qu'elle serait amenée à réaliser à cet endroit ou à proximité

Article 7.2 – Obligations de l'Occupant

Article 7.2.1 – Entretien, réparations et sécurité des locaux

L'Occupant :

- prendra les emplacements et équipements mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ;
- entretiendra les locaux et équipements en bon état de réparation de toute nature, à l'exception des grosses réparations qui restent à la charge de la Commune ;
- veillera au respect des normes applicables aux locaux et équipements mis à disposition en matière d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité au public ;
- laissera la Commune visiter les locaux ou les faire visiter chaque fois que cela sera nécessaire pour effectuer les réparations qui lui incombent, pour s'assurer de la sécurité des lieux ou que l'usage qui en est fait est conforme à leur destination telle que définie à l'article 4 de la présente convention ;
- préviendra immédiatement la Commune de toutes dégradations qu'il constaterait dans les locaux et qui entraîneraient des réparations à la charge de cette dernière ;
- souffrira les désagréments dus aux grosses réparations qui deviendraient nécessaires aux locaux et équipements mis à disposition et que la Commune ferait exécuter pendant la durée de la convention, sans pouvoir réclamer aucune indemnité ni diminution de redevance ;



- ne pourra faire aucun gros travaux ou aménagements importants dans les locaux mis à disposition sans l'autorisation préalable, expresse et écrite de la Commune ;
- pourra réaliser les petits aménagements nécessaires aux besoins de son activité après avis préalable, express et écrit de la Commune ;
- laissera, à la fin de la mise à disposition, les travaux d'embellissement et autres améliorations qu'il aura fait effectuer sans pouvoir prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Article 7.2.2 – Charges et impositions

L'Occupant devra honorer les abonnements et les factures d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphonie (téléphone et connexion internet).

Il s'acquittera des impôts, taxes et charges locatives récupérables ordinairement mises à la charge des locataires dans le cadre des baux de droit commun.

Il s'acquittera également de tous les impôts, contributions et taxes, fiscales et parafiscales, auxquels il est assujéti personnellement de manière à ce que la Commune ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Article 7.2.3 – Sous-location

L'Occupant ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie, l'emplacement et les équipements mis à sa disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux.

L'Occupant ne pourra céder, en totalité ou en partie, les droits qu'il tient de la présente convention.

Article 7.2.4 – Décès de l'occupant

En cas de décès de l'Occupant, et sous réserve d'exploiter un fonds de commerce dans les lieux en vertu de la présente convention, la commune délivrera à la demande de ses ayants droit, sauf si un motif d'intérêt général s'y oppose, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public identique à celle accordée à l'ancien titulaire pour la seule poursuite de l'exploitation du fonds, durant trois mois.

Si les ayants droit ne poursuivent pas l'exploitation du fonds, ils peuvent, dans le délai de six mois à compter du décès, présenter à la commune une personne comme successeur. En cas d'acceptation de la commune, cette personne est subrogée dans les droits et obligations de l'ancien occupant.

La décision est notifiée aux ayants droit ayant sollicité l'autorisation ou ayant présenté un successeur ainsi que, le cas échéant, au successeur présenté. Toute décision de refus est motivée.

Article 7.2.5 – Conditions particulières

A RENSEIGNER le cas échéant NB : par exemple refacturation consommation fluides

Article 8 – Etat des lieux

Un état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties ou, à défaut, par acte d'huissier de justice, avant l'entrée en jouissance de l'Occupant dans les locaux.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement entre les parties ou, à défaut, par acte d'huissier de justice, dans les 15 jours suivant la fin de la présente convention.

Article 9 – Assurances

9.1 L'Occupant devra en premier lieu souscrire **une assurance couvrant les risques d'occupation** pour l'emplacement et les équipements mis à sa disposition, notamment le risque direct sur biens confiés sous contrat de redevance. (Incendie, explosions, dégâts de eaux, vol par effraction)

Il fournira à la Commune, avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention, soit le 15/03/2024, une attestation délivrée par son assureur prouvant qu'il a satisfait à cette obligation.

9.2 L'Occupant sera en second lieu tenu de souscrire **un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile d'exploitation**, ainsi que de celle de ses préposés, rémunérés ou non, y compris la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers.

Il fournira à la Commune, avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention, soit le 15/03/2024, une attestation délivrée par son assureur prouvant qu'il a satisfait à cette obligation.

Article 10 – Résiliation

Article 10.1 – Résiliation à l'initiative de la Commune

Article 10.1.1 – Résiliation aux torts de l'Occupant

A défaut de paiement de paiement de la redevance à son échéance ou en cas d'inexécution par l'Occupant de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par la présente convention, et à l'expiration d'un délai de A RENSEIGNER 40 (A RENSEIGNER 41) jours/semaines/mois à compter de la réception d'une mise en demeure de payer ou d'exécuter restée sans effet, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité.

Toute mise en demeure délivrée par la Commune au titre du présent article :

- sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par exploit d'huissier de justice ;
- rappellera le jeu de la présente clause résolutoire en cas d'inexécution dans le délai imparti ;
- invitera l'Occupant à présenter ses observations dans le délai de 15 jours à compter de sa réception.



Article 10.1.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

La Commune pourra, à tout moment, résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général. Cette résiliation ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité. Elle prendra effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter de la réception par l'Occupant d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la décision de la Commune.

Article 10.2 – Résiliation à l'initiative de l'Occupant

L'Occupant pourra, à tout moment et pour tout motif, résilier la présente convention moyennant le respect d'un préavis de 1 mois. Cette résiliation ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité.

Le délai de préavis ci-dessus mentionné commencera à courir à compter de la réception par la Commune d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant la décision de l'Occupant.

Article 11 – Attribution de juridiction

En cas de litige lié à l'exécution de la présente convention, seul le tribunal administratif de Lyon sera compétent pour en connaître.

Article 12 – Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter du 15/03/2024.

Fait en un seul original comprenant **A RENSEIGNER** pages, sans ajout ni retrait,

A Nantua, le

Pour la Commune,

Le Maire,

Jean-Pascal THOMASSET

Pour l'Occupant ,

- annexe 1 : plan de l'emplacement
- annexe 2 : liste des équipements
- annexe 3 : état des lieux d'entrée.